

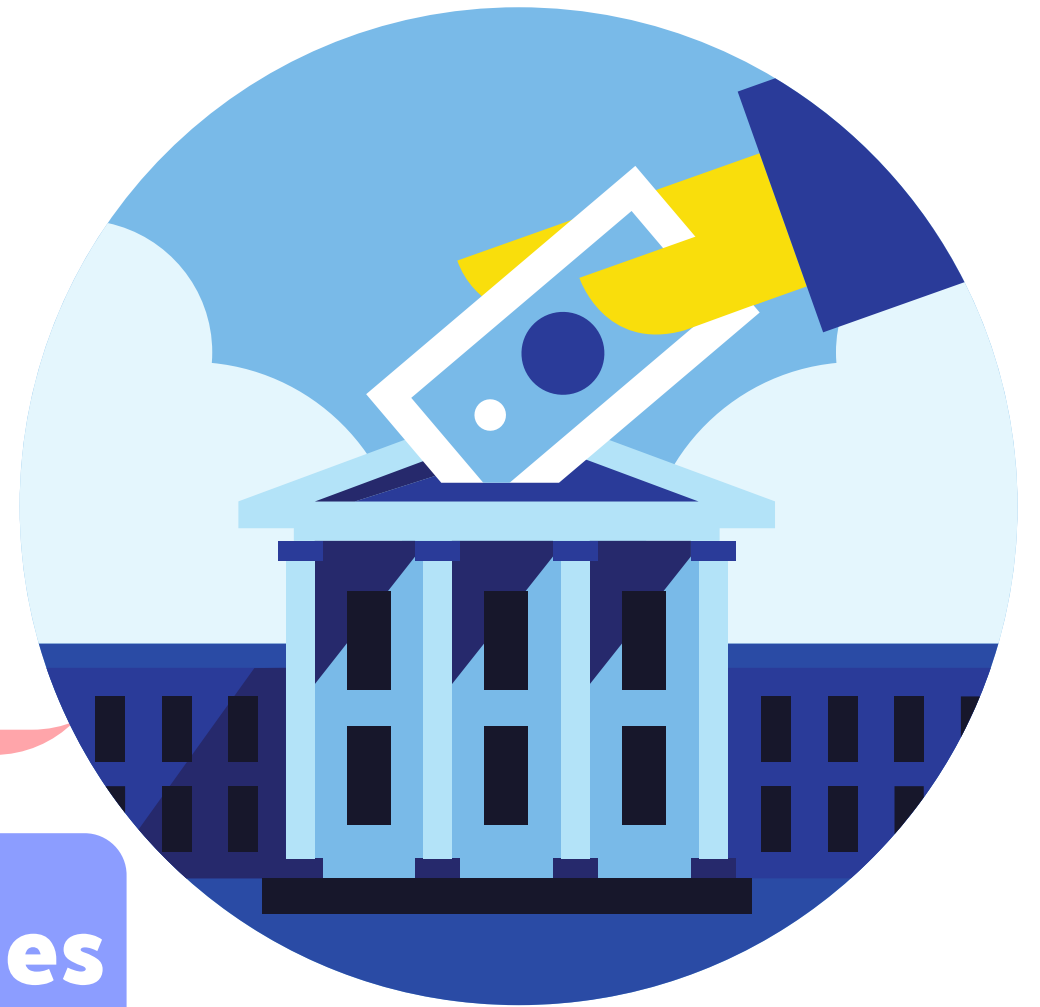


Les finances locales

Les principes budgétaires et comptables des finances locales

Principes généraux

- Principe d'unité budgétaire,
- Principe d'universalité budgétaire,
- Principe d'annualité budgétaire,
- Principe de spécialité budgétaire,
- Principe comptable de l'équilibre réel des comptes,
- Principe comptable de sincérité.



Principes spécifiques

• Recettes fiscales

Les principaux impôts locaux :

1. Les taxes sur les propriétés bâties et les propriétés non bâties (TFPB / TFPNB)
2. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
3. La taxe d'habitation
4. La contribution économique territoriale (CET)
5. Les collectivités perçoivent également diverses impositions indirectes (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques...).

• Recettes non-fiscales

1. Les redevances pour services rendus
2. Les produits du domaine
3. Les participations d'urbanisme
4. Les produits financiers
5. Les dons et legs
6. Les concours financiers de l'État, motivés par des transferts de charges ou par des dépenses fiscales qui affectent les finances locales (tout type de dotation).



Processus budgétaire

Élaboration du budget

Relève en principe de la compétence de l'exécutif local mais en pratique, la direction des affaires financières (DAF) joue un rôle essentiel.

2 procédures pour élaborer le projet de budget

• La procédure normale

Les membres de l'assemblée délibérante doivent être convoqués dans un délai de 3 (communes de moins de 3 500 habitants), 5 (communes de plus de 3 500 habitants) ou 12 jours francs (départements et régions).

Le débat se tient 2 mois avant l'examen du projet, à peine de nullité de la procédure (CE, 4 juill. 1997).

• La procédure dérogatoire

En cas de saisine de la CRTC (V. Séance 7), la Cour est tenue de rendre son avis dans le délai d'un mois. Avis transmis au préfet qui prend les mesures nécessaires dans un délai de 20 ou 15 jours selon si le budget a déjà été voté ou non.

Adoption du budget

L'unité de vote est par principe le chapitre MAIS l'assemblée délibérante peut choisir de voter le budget par articles.

Le budget doit en outre être **adopté à la majorité** par l'assemblée délibérante.

Après l'adoption, le budget doit être **transmis au préfet** dans les 15 jours suivant la date limite d'adoption du budget.

Après cette communication, **le budget devient exécutoire**.

Exécution du budget

Pour les communes de moins de 3 500 habitants :

- Le budget s'exécute en principe en suivant le « système de la gestion », qui est l'équivalent de la comptabilité de caisse pour les entreprises : les créances et les dettes sont rattachées à l'année de perception ou de décaissement effectif.
- La section d'investissement, cependant, se voit appliquer le « système de l'exercice », qui est l'équivalent de la comptabilité d'engagement pour les entreprises : les créances et les dettes sont rattachées à l'année d'autorisation budgétaire.

Pour les communes de plus de 3 500 habitants : Le système de l'exercice s'applique à l'ensemble du budget primitif (sections de fonctionnement et d'investissement).

Par ailleurs, l'exécution du budget suit la règle de la séparation des ordonnateurs et des comptables publics (V. Séance 5).

L'ordonnateur peut être le maire, le président du Conseil départemental, le président du Conseil régional.

Le comptable public, quant à lui, est nommé par le ministre des finances : il est « payeur départemental » ou « régional ».

Enfin, les fonds des collectivités territoriales doivent être déposés sur un compte ouvert par la collectivité auprès du Trésor public (principe de l'unité de caisse).



Contrôle du budget

Par le CRTC

Le contrôle budgétaire est exercé par les CRTC, qui interviennent pour le contrôle annuel des comptes dans 4 cas de figure, le plus souvent à l'initiative du préfet :

- Absence de vote du budget primitif dans les délais impartis
- Absence d'équilibre réel du budget voté
- Absence d'équilibre réel du budget exécuté
- Absence d'inscription ou mandatement des dépenses obligatoires



Par les comptables publics

Les comptables publics exercent également un contrôle de la régularité des actes budgétaires, de même que les préfets, lorsque le budget primitif leur est transmis.



Par le juge administratif

Le juge administratif peut également être saisi par le préfet des irrégularités, autres que celles soumises au contrôle budgétaire, par la voie d'un « déferé préfectoral ».

Ce « déferé préfectoral » est une modalité du recours pour excès de pouvoir (REP) de droit commun.

Saisi ainsi, le tribunal peut annuler rétroactivement le budget. La commune doit alors en adopter un autre ; à défaut, c'est le préfet, sur avis de la CRTC, qui fixe le budget.

